

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté DRE n°2016-03 du 18 janvier 2016 mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les conditions 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation applicables à l'exploitation de la plate-forme de valorisation de déchets métalliques située 3/5, route du Môle Central à Gennevilliers.**



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu le Code de l'environnement, partie législative, et notamment ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L.511-1 et L 514-1,**

**Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,**

**Vu le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),**

**Vu le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,**

**Vu l'arrêté MCI n°2015-44 du 15 octobre 2015 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,**

**Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,**

**Vu l'arrêté préfectoral DRE n° 2012-112 du 6 juin 2012 réglementant l'exploitation de la plate forme de valorisation de déchets métalliques de la société REVIVAL située 3/5, route du Môle Central à GENNEVILLIERS,**

**Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 16 octobre 2015 qui a constaté, que les mesures et dispositifs de protection contre la foudre auraient du être mis en œuvre à l'issue d'une étude technique qui n'a pas été réalisée et en tout état de cause avant le début de l'exploitation de l'installation, et a proposé de mettre en demeure la société REVIVAL d'y remédier par le respect des conditions 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, concernant le risque lié à la foudre,**

**Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 octobre 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, proposant au préfet des Hauts-de-Seine de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure et invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaitait des observations dans un délai de 15 jours,**

**Vu l'absence de remarques formulées;**

**Considérant** que l'exploitant a par courrier en date du 4 septembre 2015, transmis l'analyse du risque foudre effectuée en mars 2015 par la société DEKRA et qui conclut que le bâtiment VHU nécessite une protection contre les effets de la foudre et qu'une étude technique est requise.

**Considérant** que l'exploitant n'a pas justifié du respect de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé puisqu'il n'a pas transmis l'étude technique relative au risque foudre,

**Considérant** que l'exploitant n'a pas démontré qu'il respectait l'article 20 du même arrêté, à savoir l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention par un organisme compétent,

**Considérant** que les mesures et dispositifs de protection contre la foudre auraient du être mis en œuvre à l'issue de l'étude technique et en tout état de cause avant le début de l'exploitation de l'installation qui a pris effet depuis septembre 2014,

**Considérant** que le non respect de ces dispositions est imputable à la société REVIVAL et qu'il y a lieu au regard des intérêts protégés par l'article L. 511.1 du code de l'environnement de prendre à l'encontre de cet exploitant un arrêté de mise en demeure afin de pouvoir disposer de moyens efficaces de protection et de lutte contre la foudre.

**Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,**

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

La société REVIVAL, dont le siège social est situé ZI n°4 - BP 8 - 59880 SAINT-SAULVE, représentée par Monsieur SIEBERT, Président, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter la condition 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, **dans un délai d'un mois**, en procédant à la transmission d'une étude technique relative au risque foudre et la condition 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité, en attestant de l'installation des dispositifs de protection et de la mise en place des mesures de prévention par un organisme compétent pour les installations classées pour la protection de l'environnement situées au 3/5, route du Môle Central à Gennevilliers.

### **ARTICLE 2 :**

A défaut de respecter cette mise en demeure, il pourra être fait application des autres mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 :**

#### **VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

##### **Recours contentieux :**

En application de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

##### **Recours non contentieux :**

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Energie, de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

### **ARTICLE 4 :**

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de GENNEVILLIERS et pourra y être consultée.

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société REVIVAL,
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

### **ARTICLE 5 :**

Monsieur le Secrétaire Général,  
Monsieur le Maire de Gennevilliers,  
Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Pour le préfet et par délégation,

Thierry BONNIER

